

UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE

Faculté des sciences économiques, sociales et juridiques
Groupe de Sociologie Politique Européenne (GSPE, UMR 7012)

Association Internationale des Sociologues de Langue Française (AISLF)
Comité de Recherche AISLF CR n°21 « Transactions sociales »
Centre de Recherche et d'Etude en Sciences Sociales (CRESS, EA 1334)

Colloque International du 16 au 18 juin 2010 (Mulhouse)

Appel à communications

Propositions de communication pour le 15 novembre 2009

Développement durable, Communautés et Sociétés

Depuis son introduction dans la sphère publique internationale (rapport de la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement, 1987), la notion de *développement durable* a gagné le domaine de l'action publique, au Sud comme au Nord, suscitant diverses formes de mobilisations des acteurs économiques, institutionnels et de la société civile. Etablie par convention sur une définition du développement à trois dimensions, l'acception généralement admise du *développement durable* (*sustainable development*) s'entend comme une combinaison particulière de logiques différentes et interdépendantes mais reposant sur des principes et des intérêts opposés : la préservation des ressources de l'environnement, la poursuite d'un régime d'activité économique plus vertueux sinon responsable et le respect de l'équité sociale soutenu par un sens de la solidarité. Si la notion s'est aujourd'hui invitée en de nombreux lieux publics, l'initiative des acteurs, locaux et internationaux, publics et privés y contribue par le jeu de la multiplication des registres de la justification et de la rhétorique du *développement durable* (P. Lascoumes, 2005)¹ attestant ainsi de l'intérêt (au sens d'intéressement à participer à un jeu, l'*illusio* de Bourdieu) de ces acteurs à prendre part aux processus d'élaboration de normes.

Catégorie nouvelle de l'action publique et institutionnelle, le *développement durable* intervient comme un vecteur d'ouverture dans un champ des possibilités entrouvert par un pluralisme des intérêts et des valeurs ; en même temps le *développement durable* prend forme avec l'imposition arbitraire de dispositifs dans une économie (au sens d'*oikonomia*, G. Agamben, 2006)² visant à qualifier le bien commun dans un mode de gouverner.

Forums et rencontres convient des individus citoyens à prendre part à des dispositifs qui enjoignent des acteurs, individuels et collectifs, à l'engagement et à un processus de responsabilisation dans l'exercice de « bonnes » pratiques, dont il conviendrait de questionner l'idéologie qui les sous-tend.

¹ Lascoumes, Pierre (2005) Le développement durable, une « illusion motrice » *Le développement durable, les termes du débat*, s.dir. M.C. Smouts, A.Colin.

² Agamben, Giorgio (2006) *Qu'est-ce qu'un dispositif?* Rivages poche

D'un côté, les tentatives des acteurs publics qui visent à guider vers le bien par l'équipement de normes et de protocoles (bonne gouvernance, indicateurs de bien-être), de l'autre, l'usage publicisé des mots qui parent le *développement durable*, comme une marque et une figure rhétorique (M. Sahlins, 2009)³.

Dans ce contexte, comment les attentes de la société civile dans sa diversité culturelle et sociale, sont-elles exprimées et traduites dans les propositions, locales et institutionnelles ou dans l'énoncé public et démocratique d'un *développement durable* répondant d'un horizon de sens partagés ?

Invités à s'associer à cette noble cause, les chercheurs en sciences sociales n'y répondront qu'à leur façon, celle du travail scientifique qui seul permettra de produire par une critique constructive des connaissances contribuant à l'intelligence du social.

Quelles sont les formes de la dimension sociétale, dans ses modèles et dans ses représentations, et comment sont-elles prises en compte dans l'élaboration des cadres d'action pour le *développement durable* et les potentialités d'une action collective tournée vers des modèles de mieux être collectif (M. Blanc, 1998)⁴ ? En quoi des figures sociales émergentes, comme celle des communautés de projet (J.D. Reynaud, 1997)⁵ sont-elles productrices de réponses collectives, quelles solidarités et quelles coalitions sont sous-tendues pour relever le défi de la nécessaire transversalité ? Quelles sont les pratiques de citoyenneté et leurs expressions qui rendent possibles et acceptables les formes et les principes d'un *développement durable* susceptibles de faire contrat ? Enfin de quelles sociétés, sinon de communautés locales, participent les règles de la vie et les normes des échanges en émergence dans les dispositifs (responsabilité et éthique) ?

Le Comité de Recherche « Transactions sociales » de l'AISLF est particulièrement concerné car la combinaison de logiques interdépendantes et opposées est au cœur de la transaction sociale (J. Remy, L. Voyé, 1978)⁶. Ce Colloque permettra d'interroger la force d'une notion dans sa dimension critique, nœud de conflictualité et vecteur de propositions de changement social, économique, culturel dans ses relations avec les milieux de vie.

Principe ou illusion, le *développement durable* ouvre un champ de préoccupations sociales faisant mobilisation pour des enjeux de nature économique et politique. Parce que son contenu est à construire, la notion de *développement durable* sera appréhendée dans ses multiples tensions qui appellent des échanges et des négociations pour des transactions sociales autour de compromis pratiques (Ledrut, 1976)⁷. Ce Colloque propose d'interroger la notion de *développement durable* à la lumière des transactions sociales et se conçoit aussi comme une invitation à revisiter la conceptualisation de la transaction sociale à partir de l'analyse du *développement durable* et de ses enjeux.

³ Sahlins, Marshall (2009) *La nature humaine, une illusion occidentale*, Editions de l'éclat.

⁴ Blanc, Maurice, Freynet MF, Pineau G. (1998) *Les transactions aux frontières du social*, Chronique sociale.

⁵ Reynaud, Jean-Daniel (1997) *Les règles du jeu, l'action collective et la régulation sociale*, Paris, A. Colin.

⁶ Rémy Jean, Voyé L. et Servais E. *Produire ou reproduire ?*, Bruxelles, De Boeck, 2 vol, (1ère éd. 1978)

⁷ Ledrut Raymond, *L'espace en question*, Paris, Anthropos.

Les communications attendues répondront aux trois axes de préoccupations suivants:

1. Le *développement durable* comme mouvement et force de mobilisation de la société civile, comment les associations, citoyens, consommateurs s'en emparent et traduisent ses significations concrètes dans les déclinaisons multiformes (interculturalité, vie quotidienne et environnement, organisation locale, appréhension des risques industriels ou environnementaux...)
2. Les expérimentations de démarches collectives, innovations dans la co-construction de propositions qui développent participation et démocratie, élaboration conjointe entre acteurs locaux et collectivités, registres de la justification mis en situation conflictuelle dans la genèse et la fabrique de compromis pratiques...
3. Quel renouvellement du lien social ? En quoi les initiatives de *développement durable* participent à rétablir ou animer une forme de vivre ensemble ? Quels sont les liens entre la résilience et le développement durable et ses représentations ? Quel impact des modèles de *développement durable* sur la conception de la solidarité ? Enfin, comment l'économie solidaire et ses acteurs sont-ils au cœur sinon à la marge du développement durable ?

De manière globale, les chercheurs sont également invités à contribuer au questionnement des outils théoriques auquel invite le thème de ce Colloque : en quoi le *développement durable* implique-t-il un renouvellement des systèmes de connaissances « savants » sur la base d'une réévaluation des concepts acquis et d'un effort de construction de nouveaux concepts et de nouvelles pratiques de recherche ?

Calendrier

Les propositions de communication devront parvenir avant **le 15 novembre 2009**

Retour des expertises : **le 30 janvier 2010**

Envoi des communications : **le 15 avril 2010**

Date limite d'inscription : **le 15 mai 2010**

Dates de la manifestation : **du 16 au 18 juin 2010**

Lieu du Colloque : **Université de Haute-Alsace**

Campus La Fonderie

16 rue de la Fonderie, 68 093 Mulhouse Cedex, +33 (0)3 89 56 82 52

Accès SNCF 10mn, Aéroport Mulhouse Bâle 30 mn

Coordination: Josiane STOESSEL-RITZ, josiane.stoessel@uha.fr

Comité de Recherches n°21 AISLF, Chercheur GSPE

Comité scientifique :

ARAMA Yasmina, MCF, Université de Constantine (Algérie)
BEZZI Nacer, Professeur, Université de Béjaïa (Algérie)
BLANC Maurice, Professeur émérite, CRESS Université de Strasbourg
BRUEGGEMANN Beate, Institut für internationale Sozialforschung, Berlin (Allemagne)
FOUCART Jean, Haute Ecole Charleroi Europe, (Belgique)
GIBOUT Christophe, MCF Hdr, Université du Littoral, Côte d'Opale
HAMMAN Philippe, MCF, Université de Strasbourg
KOVACH Imre, Science Politique, Budapest (Hongrie)
LALLI Pina, Professeur, Université de Bologne, (Italie)
MATHIEU Nicole, Directrice de recherche émérite CNRS, Paris 1
MORMONT Marc, Professeur Université d'Arlon (Belgique)
PETITAT André, Université de Lausanne, Président de l' AISLF (Suisse)
RIEHLE Rainer, Institut für internationale Sozialforschung, Berlin (Allemagne)
ROWELL Jay, CNRS, Directeur GSPE, Strasbourg
STOESSEL RITZ Josiane, MCF Hdr, Université de Haute Alsace, Mulhouse
STORRIE Tom, Directeur honoraire Colleges of Further&Higher Education, (Grande-Bretagne)
WOEHL Bernard, MCF, Université de Strasbourg

Comité d'organisation :

Jean-Yves CAUSER, Université de Haute-Alsace
Jean-François HAVARD, Université de Haute-Alsace
Stéphane LATTE, Université de Haute-Alsace
Jean-Louis LORRAIN, Université de Haute-Alsace
Hocine SADOK, Université de Haute-Alsace
Josiane STOESSEL-RITZ, Université de Haute-Alsace

Format des propositions:

En en-tête seront mentionnés, centrés et en caractère gras, le titre de la proposition suivi du nom du (ou des) auteur(s) et de son appartenance institutionnelle.
Le texte sera justifié, sans note infrapaginale, avec une bibliographie sélective.
Le volume total ne pourra excéder 8 000 signes (espaces compris).

Format des communications : 35 000 signes (titre, coordonnées de l'auteur, notes infrapaginales, références bibliographiques et espaces compris). La diffusion ultérieure de l'ensemble des communications est programmée (Actes ou sous un format Cdrom).

Les propositions sont à adresser par courriel à l'adresse suivante :

josiane.stoessel@uha.fr

Elles devront comporter dans l'objet du message et dans le titre du fichier joint les renseignements suivants : UHA-AISLFCR21proposition<suivie du nom de l'auteur>

Les envois se feront simultanément en formats word et rtf.

Les droits d'inscription au colloque se montent à 50 Euros (à régler au 15 avril 2010) et comprennent les repas des journées, les programmes ainsi que les actes de cette manifestation scientifique. Pour les mêmes prestations, les auteurs des communications ainsi que les étudiants bénéficieront d'un tarif réduit de 30 Euros. Les chèques seront à rédiger à l'ordre de l'Agent Comptable de l'UHA // colloque sociologie 2010.